

La technologie au secours des taxis

L'Etat a laissé pourrir la situation des licences des taxis, dans une position intenable face à la concurrence légitime ou illégitime des voitures avec chauffeur.

Etant donné que les VTC fonctionnent à l'aide d'applications sur ordiphone (smartphone), permettant de mettre en relation client et chauffeur, il est possible que ces applications servent aussi de taxi-mètre et de moyen de paiement. Le paiement se fait automatiquement en fin de course, via un compte sécurisé spécifique ouvert au moment de l'abonnement à l'application. Ce paiement acquitte la TVA normale et une taxe versée à la Caisse des dépôts permettant à l'Etat de racheter mensuellement les licences (au prorata de leur dernière valeur d'achat). Ce système serait rendu obligatoire par une loi qui s'éteindrait à l'apuration de toutes les licences d'une même commune.

Cela suppose que le métier de chauffeur soit totalement ouvert à la concurrence, y compris dans les agglomérations où les transports publics sont gratuits. La question des tarifs kilométriques fixés par la commune reste posée, de même que la question des ambulances.

Cependant, l'obligation de paiement par application téléphonique (sans dissociation du service et du paiement, comme au télépéage autoroutier) risque cependant de poser des problèmes juridiques et des questions de constitutionnalité, ou de respect de la vie privée. Se pose aussi le problème de contrôle des chauffeurs et clients qui pourraient utiliser des applications pirates par internet ou par relation téléphonique orale. Une première dissuasion serait le contrôle des plaques minéralogiques dans les gares et les aéroports.

Ce système pourrait servir à la Sécurité Sociale pour le contrôle des trajets en ambulance.

Ce type de procédure pourrait aussi s'appliquer à toute l'économie grise où client et prestataire sont mis en relation via Internet.

Le paiement avec téléphone devrait se généraliser, au préjudice d'une frange de la population, non préparée pour une telle rupture technologique ou hostile à un système restreignant nos libertés, et qu'il faut prendre en compte.